



# Le Quotidien

## Statistique Canada

**Le lundi 27 février 2006**

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

### Communiqués

---

<b>Balance des paiements internationaux du Canada</b> , quatrième trimestre de 2005	2
L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a progressé de 5,5 milliards de dollars au quatrième trimestre, atteignant un nouveau sommet de 13,3 milliards de dollars. En ce qui a trait au compte capital et financier (non désaisonné), l'actif et le passif ont augmenté, ce qui a donné lieu à une sortie nette au chapitre des investissements.	
<b>Recettes monétaires agricoles</b> , 2005	9
Les recettes monétaires du marché des agriculteurs canadiens ont légèrement augmenté en 2005, la diminution des recettes des cultures ayant été plus que compensée par la hausse importante des recettes du secteur du bétail, qui se remet de la situation de l'ESB. Les recettes brutes du marché des agriculteurs se sont élevées à 32,0 milliards de dollars, en hausse de 1,1 % par rapport à 2004.	
Emploi, rémunération et heures de travail, décembre 2005	13
Emploi dans le secteur public, quatrième trimestre de 2005	15
Restaurants, traiteurs et tavernes, décembre 2005	16
Placements de poussins des couvoirs et de dindonneaux, janvier 2006	17
Bulletin de l'analyse en innovation, février 2006	17
<b>Nouveaux produits</b>	<b>18</b>

---



## Communiqués

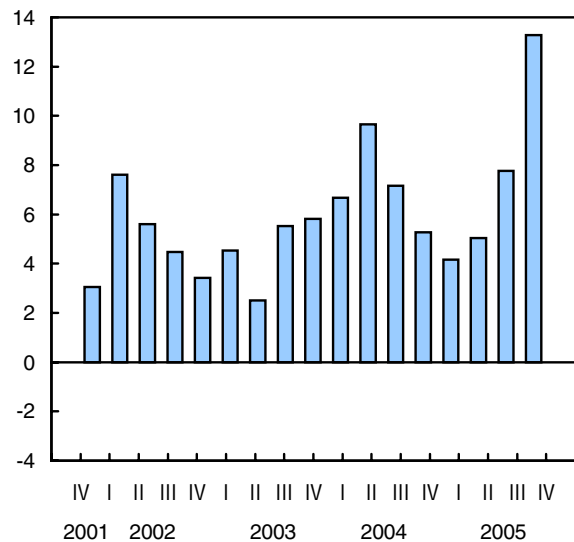
### Balance des paiements internationaux du Canada

Quatrième trimestre de 2005

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a progressé de 5,5 milliards de dollars au quatrième trimestre, atteignant un nouveau sommet de 13,3 milliards de dollars. Il s'agit du résultat de l'un des excédents les plus élevés au chapitre des biens et d'un déficit plus faible au chapitre des revenus de placements. Pour l'année 2005, l'excédent du compte courant a atteint 30,2 milliards de dollars, dépassant son niveau record précédent de 29,3 milliards de dollars enregistré en 2000.

#### Solde du compte courant

En milliards de dollars      Données désaisonnalisées



En ce qui a trait au compte capital et financier (non désaisonné), la croissance des actifs internationaux du Canada, provenant à la fois des investissements de portefeuille et des investissements directs, a surpassé la hausse du passif international du Canada. Le passif du Canada avec le reste du monde a augmenté, principalement en raison des acquisitions d'entreprises canadiennes par des investisseurs étrangers directs.

#### Note aux lecteurs

La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le **compte courant** couvre les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements, et les transferts courants. Les transactions telles les exportations et les revenus d'intérêt correspondent à des recettes alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un surplus ou un déficit au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions reliées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (actif du Canada), soit à des étrangers (passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. La divergence statistique est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

#### Compte courant

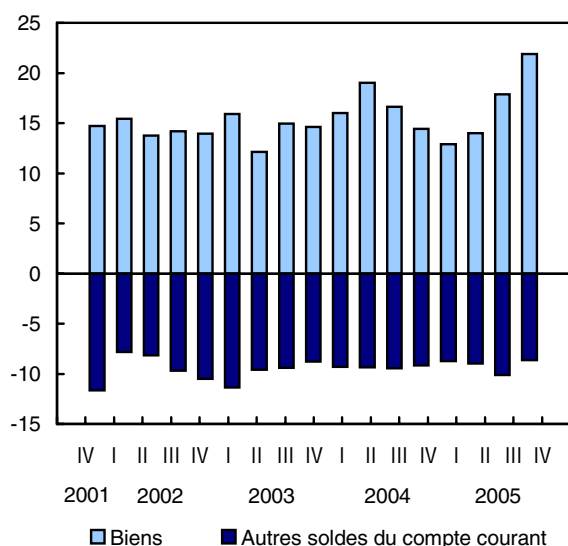
##### Autre hausse marquée de l'excédent au chapitre des biens

L'excédent commercial au chapitre des biens se situait à 21,9 milliards de dollars au quatrième trimestre, en hausse de 4,0 milliards de dollars par rapport au troisième trimestre. Au cours des deux derniers trimestres, l'excédent au chapitre des biens s'est accru de 7,9 milliards de dollars, atteignant le deuxième rang juste derrière l'excédent du premier trimestre de 2001.

Les exportations ont progressé de 6,1 milliards de dollars au quatrième trimestre, pour se situer à 121,1 milliards de dollars, un deuxième niveau record d'affilée. Les prix plus élevés des produits de l'énergie, et plus particulièrement ceux du gaz naturel, ont été à l'origine de la presque totalité de l'augmentation de la valeur des exportations de produits de l'énergie. Comme c'était le cas au dernier trimestre, les exportations de produits de l'automobile ont crû de plus de 1 milliard de dollars.

**Solde des biens et autres soldes du compte courant**

En milliards de dollars Données désaisonnalisées



Les importations, quant à elles, ont progressé de 2,1 milliards de dollars, pour atteindre 99,2 milliards de dollars. La majeure partie de la hausse a été attribuable aux machines et au matériel, aux biens industriels et aux produits de l'énergie. Les importations de produits de l'automobile ont diminué dans une certaine mesure, les importations élevées de pièces ayant été plus que contrebalancées par les importations plus faibles de voitures particulières.

Pour l'ensemble de l'année, l'excédent au chapitre des biens est demeuré plus ou moins stable, à 66,7 milliards de dollars, les exportations de même que les importations ayant augmenté d'environ 24 milliards de dollars. Les produits de l'énergie étant en tête, la plupart des grandes catégories d'exportations ont progressé mais les produits forestiers et les produits de l'automobile ont connu un recul, après avoir enregistré de bons résultats en 2004.

**Bénéfices plus faibles au chapitre des investissements directs au Canada**

Au quatrième trimestre, le déficit au chapitre des revenus de placements a diminué de 1,7 milliard de dollars, pour s'établir à 5,2 milliards de dollars, une valeur similaire à celle enregistrée au premier trimestre de 2005. Au cours de ces deux trimestres, on a noté les déficits les plus faibles depuis la fin de 1992. Les bénéfices plus faibles des investisseurs étrangers directs au Canada combinés avec des bénéfices plus

élevés au chapitre des investissements directs des Canadiens à l'étranger ont contribué à ce résultat.

Même si les bénéfices réalisés sur les investissements directs au Canada ont diminué de 1,1 milliard de dollars par rapport au niveau record de 8,5 milliards de dollars observé au troisième trimestre, ils demeurent quand même les deuxièmes en importance jamais enregistrés. Parallèlement, les bénéfices des investisseurs canadiens directs ont augmenté, pour atteindre un niveau record de 5,8 milliards de dollars. Il s'agit du septième trimestre consécutif où ces bénéfices sont supérieurs à 5 milliards de dollars.

La vigueur de la devise canadienne a contribué au maintien de la tendance à la baisse des paiements d'intérêts sur les obligations canadiennes de portefeuille libellées en devises étrangères. Les intérêts reçus sur les obligations de portefeuille étrangères ont atteint 1,1 milliard de dollars au quatrième trimestre, soit presque 0,5 milliard de plus qu'il y a un an. Cette hausse rend compte de l'augmentation significative de l'avoir de ces titres détenus par des Canadiens au cours des deux dernières années.

Pour l'année, le déficit au chapitre des revenus de placements a diminué de 2,1 milliards de dollars, les revenus tirés des investissements à l'étranger ayant progressé plus rapidement que les paiements au chapitre des investissements étrangers au Canada, principalement en raison des paiements d'intérêt plus faibles sur les obligations canadiennes. Il s'agit de la quatrième réduction annuelle consécutive du déficit au chapitre des revenus de placements.

**Les services demeurent stables**

Au quatrième trimestre, le déficit au chapitre du commerce des services est demeuré inchangé; toutefois, il a augmenté de 0,7 milliard de dollars pour l'année 2005.

En 2005, le déficit au chapitre des voyages a progressé de 1,3 milliard de dollars, un moins grand nombre de visiteurs américains s'étant rendus au Canada, plus particulièrement pour des voyages d'une journée. Parallèlement, les Canadiens ont dépensé plus que l'an dernier pour leurs voyages vers des destinations américaines et celles des autres pays.

Le déficit au chapitre des services de transport a crû de 1,0 milliard de dollars en 2005, le déficit au chapitre des billets de passagers s'étant élargi en parallèle avec les activités de voyage.

Des recettes plus élevées, notamment pour les services financiers, en plus des paiements plus faibles pour les services de gestion et de communication, ont

été à l'origine de la majorité de la baisse de 1,4 milliard de dollars du déficit des services commerciaux en 2005.

## Compte financier

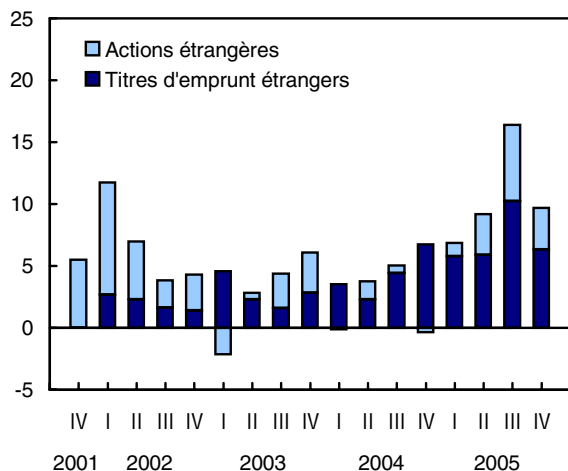
### Les titres étrangers continuent d'attirer les investisseurs canadiens

Au quatrième trimestre, les Canadiens ont encore investi dans les titres étrangers, mais moins qu'au trimestre précédent. Les 9,7 milliards de dollars investis au quatrième trimestre ont porté les investissements pour 2005 à 42,2 milliards de dollars, soit une somme supérieure à celle investie au cours des deux années précédentes. La limite de contenu étranger à l'égard des véhicules de placement canadien à imposition reportée a été supprimée en 2005, ce qui a contribué à ce niveau d'activité.

Encore une fois, la majorité des investissements est allée dans des obligations étrangères, les Canadiens en ayant acheté pour 5,7 milliards de dollars. Les deux tiers des investissements sont allés à des obligations américaines et à des obligations du Trésor américain, et le reste, à des obligations étrangères. Une partie de ces investissements a été consacrée à des obligations étrangères libellées en dollars canadiens vendues directement sur le marché canadien au cours de l'année.

### Investissements canadiens de portefeuille à l'étranger<sup>1</sup>

En milliards de dollars



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les Canadiens ont acheté pour 3,4 milliards de dollars d'actions étrangères au cours du trimestre, dont la presque totalité était des actions américaines, comme c'était le cas pour le reste de l'année. Les 14 milliards de dollars d'actions étrangères achetées en 2005 ont représenté une hausse importante par rapport aux deux années précédentes. Toutefois, cette somme était de beaucoup inférieure au sommet atteint en 2000-2001. Par ailleurs, les investisseurs canadiens ont acheté pour environ 592 millions de dollars d'effets du marché monétaire, ce qui a porté les investissements annuels à 2,5 milliards de dollars. Au quatrième trimestre, les Canadiens ont acheté principalement des effets du marché monétaire outremer.

### Investissements modérés à l'étranger des investisseurs directs du Canada

Les investissements canadiens directs à l'étranger ont retrouvé un rythme plus lent au cours du trimestre. À 8,3 milliards de dollars, ils ont été stimulés par des injections de fonds de roulement dans des filiales étrangères existantes, les acquisitions ayant été minimes. Les acquisitions des investisseurs canadiens directs pour l'ensemble de l'année ont diminué par rapport au niveau record atteint en 2004. Cela a eu pour résultat que le total annuel des investissements directs à l'étranger pour 2005 s'est établi à 37,8 milliards de dollars, comparativement à 62 milliards de dollars en 2004. Dans la perspective des industries, au quatrième trimestre, les investissements se sont concentrés dans les secteurs de l'énergie et des minerais métalliques, de la finance et des assurances. Sur le plan géographique, ce sont les économies asiatiques qui ont profité le plus des investissements directs.

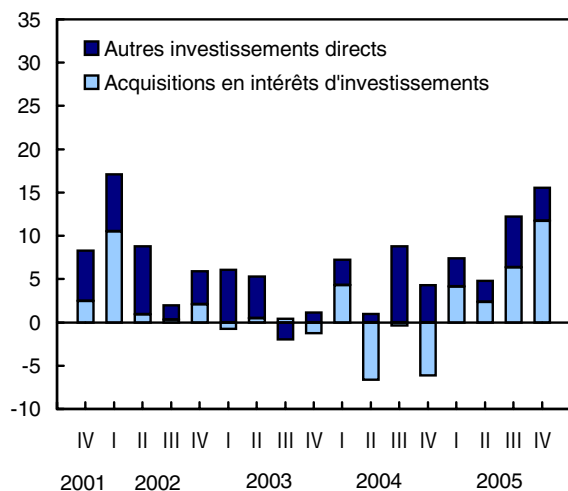
### Les investissements étrangers directs au Canada font un bond pour le deuxième trimestre d'affilée

Les investissements étrangers directs au Canada ont progressé pour un deuxième trimestre consécutif, atteignant leur niveau le plus élevé au cours des 15 derniers trimestres. L'injection de capitaux de 15,5 milliards de dollars dans l'économie canadienne au quatrième trimestre a été alimentée dans une large mesure par les acquisitions. Ces dernières ont rebondi en 2005, après deux années de rapatriement par les Canadiens de certaines entreprises détenues par des investisseurs étrangers directs. Les investissements étrangers au Canada, qui s'établissent à 39,9 milliards de dollars annuellement, ont atteint un nouveau record en quatre ans. En 2005, les investissements étrangers au Canada ont principalement été attribuables à

des investisseurs américains; plus de la moitié des investissements sont allés à des entreprises appartenant au secteur de l'énergie et des minerais métalliques.

### Investissements directs étrangers au Canada

En milliards de dollars



### Les investissements étrangers en titres canadiens vont aux actions et aux effets à court terme

Les investisseurs étrangers ont acheté pour 5,2 milliards de dollars de titres canadiens. Les investissements sont allés aux actions et aux effets à court terme, les non-résidents s'étant départis de certaines des obligations canadiennes qu'ils détenaient. En 2005, les investissements étrangers de 15,5 milliards de dollars en titres ont représenté une baisse marquée par rapport à la somme exceptionnelle de 55,5 milliards de dollars investie en 2004.

Les investissements étrangers de 3,4 milliards de dollars en actions canadiennes au cours du trimestre sont allés à des actions en circulation, ce qui a été contrebalancé dans une certaine mesure par d'autres transactions liées à la prise de contrôle d'entreprises canadiennes par des étrangers. Les actionnaires étrangers de portefeuille de ces entreprises ont vendu leurs actions canadiennes au comptant. Les investisseurs américains étaient derrière la majorité des investissements du trimestre, tout comme pour l'ensemble de l'année. Les 12,7 milliards de dollars investis en 2005 n'ont représenté que le tiers du niveau total record de 2004. Même si les investissements étrangers en actions en circulation ont été assez similaires les deux années, la majeure partie des investissements en 2004 a été liée à des transactions découlant d'activités de prise de contrôle. En 2004, de

nouvelles obligations de trésorerie ont été émises par une entreprise canadienne, conformément à la prise de contrôle d'une entreprise étrangère la plus importante jamais effectuée. En 2005, les achats ont été dominés pour une large part par les investissements dans les actions des entreprises de ressources naturelles canadiennes. Les prix des matières brutes ont augmenté de près de 13 % au cours de l'année, tandis que l'indice composite S&P/TSX a terminé l'année à 11 272,3, en hausse d'environ 22 % pour 2005.

### Les investisseurs étrangers achètent des effets canadiens, mais vendent des obligations

Les investisseurs étrangers ont acheté pour 3,1 milliards de dollars d'effets du marché monétaire canadien au cours du trimestre, soit la valeur la plus élevée en trois ans. Environ la moitié de cette somme est allée à des bons du Trésor fédéral, et le reste, à des effets des entreprises et des effets des entreprises fédérales. À l'échelon régional, ce sont les investisseurs américains qui ont le plus investi.

Malgré leur faible valeur monétaire, les investissements étrangers en effets du marché monétaire canadien en 2005 ont connu un renversement par rapport au désinvestissement qui avait caractérisé les deux années précédentes. Les non-résidents ont acquis pour 446 millions de dollars de ces effets, principalement des effets directs de l'administration fédérale et des effets des entreprises. Au cours de 2005, les taux d'intérêt à court terme aux États-Unis ont augmenté plus rapidement qu'au Canada. Cela a favorisé, dans une proportion d'environ un demi-point, les investissements en effets américains en fin d'année.

Les non-résidents ont vendu pour 1,2 milliard de dollars d'obligations canadiennes au cours du trimestre, leur premier désinvestissement net de ces titres en neuf trimestres. La réduction des avoirs étrangers a été principalement attribuable aux retraits nets (retraits moins nouvelles émissions), particulièrement au chapitre des obligations émises par le secteur des entreprises. Les nouvelles émissions vendues sur les marchés étrangers par ce secteur ont connu une tendance à la baisse marquée en 2005. Sur le plan des devises, le désinvestissement étranger a touché les obligations canadiennes libellées en devises américaines. Cela a été contrebalancé en partie par l'achat d'obligations libellées en d'autres devises et d'obligations libellées en dollars canadiens. Les vendeurs se sont retrouvés principalement chez les investisseurs américains, les investisseurs de toutes les autres régions ayant plutôt été constitués d'acheteurs.

Pour l'ensemble de l'année, les investissements étrangers en obligations canadiennes ont totalisé 2,4 milliards de dollars, soit un peu plus du

dixième de la valeur enregistrée en 2004. Encore une fois, les retraits nets ont joué un rôle majeur en 2005, les retraits d'obligations canadiennes détenues par des étrangers ayant augmenté par rapport à 2004, tandis que les niveaux de nouvelles émissions sur les marchés étrangers ont diminué considérablement par rapport aux années précédentes.

Les investisseurs asiatiques, malgré le faible montant global des investissements, sont ceux qui ont le plus investi annuellement en obligations canadiennes depuis la fin des années 80. La composition en devises des avoirs des non-résidents en obligations canadiennes a aussi connu des changements au cours de l'année, les investissements en obligations canadiennes libellées en dollars américains ayant diminué de 6,5 milliards de dollars, tandis que les investissements en obligations libellées en dollars canadiens ont augmenté de 3,7 milliards de dollars, et que celles libellées en d'autres devises ont connu une hausse de 5,1 milliards de dollars.

#### **Opérations liées aux dépôts et aux prêts**

Le compte des autres investissements a enregistré une sortie nette de 6,2 milliards, qui a atténué en partie l'entrée nette plus importante dans ce compte au troisième trimestre. La sortie a été liée principalement à une réduction du passif, en emprunts et autres. Le

dollar canadien a connu une baisse légère par rapport au dollar américain au cours du trimestre, mais a été en hausse de près de 0,03 \$US pour l'année. Il a clôturé l'année à 0,86 \$US, soit le niveau le plus élevé en 14 ans. Le dollar a aussi fait bonne figure par rapport à la plupart des autres devises principales en 2005.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0001 à 376-0017 et 376-0035.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1534, 1535, 1536 et 1537.**

Le numéro du quatrième trimestre de 2005 de *Balance des paiements internationaux du Canada* (67-001-XIF, 32 \$ / 100 \$) paraîtra sous peu.

Les données de la balance des paiements internationaux pour le premier trimestre de 2006 seront diffusées le 30 mai.

Pour obtenir des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-1855 ([infobalance@statcan.ca](mailto:infobalance@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Arthur Ridgeway au (613) 951-8907, Division de la balance des paiements.

□

## Balance des paiements

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
	données non désaisonnalisées						
	en millions de dollars						
<b>Compte courant</b>							
<b>Recettes</b>							
Biens et services	119 889	120 237	130 043	130 897	135 218	490 950	516 396
Biens	105 639	106 035	114 406	112 403	120 560	429 134	453 404
Services	14 250	14 202	15 637	18 494	14 658	61 816	62 991
Revenus de placements	10 072	9 947	11 685	11 145	11 882	38 385	44 661
Investissements directs	5 629	5 361	6 308	5 685	6 103	21 324	23 456
Investissements de portefeuille	2 655	2 690	2 761	2 895	3 078	9 701	11 425
Autres investissements	1 788	1 896	2 616	2 565	2 702	7 361	9 779
Transferts courants	1 946	2 186	1 703	1 816	2 184	7 272	7 889
<b>Recettes du compte courant</b>	<b>131 907</b>	<b>132 371</b>	<b>143 431</b>	<b>143 859</b>	<b>149 284</b>	<b>536 607</b>	<b>568 945</b>
<b>Paiements</b>							
Biens et services	109 065	111 404	120 496	114 638	116 568	437 566	463 105
Biens	91 140	92 087	101 311	95 277	98 073	363 076	386 749
Services	17 925	19 316	19 184	19 361	18 495	74 490	76 356
Revenus de placements	15 827	15 755	16 678	17 767	17 285	63 321	67 485
Investissements directs	7 155	6 626	7 412	8 937	7 976	28 556	30 952
Investissements de portefeuille	6 795	6 855	6 967	6 988	6 890	27 749	27 701
Autres investissements	1 877	2 274	2 298	1 841	2 419	7 016	8 832
Transferts courants	1 786	2 980	1 532	1 717	1 883	6 944	8 113
<b>Paiements du compte courant</b>	<b>126 679</b>	<b>130 139</b>	<b>138 705</b>	<b>134 122</b>	<b>135 736</b>	<b>507 830</b>	<b>538 702</b>
<b>Soldes</b>							
Biens et services	10 823	8 834	9 547	16 260	18 650	53 384	53 291
Biens	14 499	13 948	13 094	17 126	22 487	66 058	66 656
Services	-3 676	-5 114	-3 547	- 867	-3 837	-12 674	-13 365
Revenus de placements	-5 756	-5 808	-4 992	-6 621	-5 403	-24 935	-22 824
Investissements directs	-1 526	-1 265	-1 104	-3 252	-1 873	-7 232	-7 495
Investissements de portefeuille	-4 141	-4 165	-4 206	-4 093	-3 812	-18 048	-16 276
Autres investissements	- 89	- 378	318	724	283	345	947
Transferts courants	160	- 794	171	99	301	328	- 223
<b>Solde du compte courant</b>	<b>5 228</b>	<b>2 232</b>	<b>4 726</b>	<b>9 737</b>	<b>13 548</b>	<b>28 777</b>	<b>30 243</b>
<b>Compte capital et financier<sup>1, 2</sup></b>							
<b>Compte capital</b>	<b>1 148</b>	<b>1 353</b>	<b>1 774</b>	<b>1 707</b>	<b>1 032</b>	<b>4 407</b>	<b>5 866</b>
<b>Compte financier</b>	<b>-7 571</b>	<b>-10 301</b>	<b>-8 828</b>	<b>-5 412</b>	<b>-3 486</b>	<b>-26 912</b>	<b>-28 027</b>
<b>Actif du Canada, flux nets</b>							
Investissements directs canadiens à l'étranger	-12 120	-10 037	-7 579	-11 870	-8 331	-61 737	-37 818
Investissements de portefeuille	-6 349	-6 879	-9 198	-16 403	-9 684	-18 523	-42 165
Obligations étrangères	-6 563	-5 565	-4 765	-9 596	-5 713	-15 262	-25 639
Actions étrangères	387	-1 122	-3 319	-6 174	-3 380	-1 592	-13 994
Effets du marché monétaire étranger	- 174	- 192	-1 115	- 633	- 592	-1 669	-2 532
Autres investissements	2 744	-15 036	-4 070	-14 681	1 655	-3 518	-32 131
Prêts	4 935	- 334	3 371	- 953	3 208	3 349	5 292
Dépôts	-7 938	-9 423	-5 371	-13 665	7 252	-7 497	-21 207
Réserves internationales officielles	3 937	-3 437	585	1 092	108	3 427	-1 653
Autres actifs	1 810	-1 842	-2 654	-1 154	-8 912	-2 797	-14 563
<b>Total de l'actif du Canada, flux nets</b>	<b>-15 726</b>	<b>-31 952</b>	<b>-20 847</b>	<b>-42 954</b>	<b>-16 361</b>	<b>-83 778</b>	<b>-112,114</b>
<b>Passif du Canada, flux nets</b>							
Investissements directs étrangers au Canada	-1 793	7 401	4 789	12 218	15 524	8 187	39 931
Investissements de portefeuille	16 023	4 736	- 958	6 472	5 247	55 471	15 497
Obligations canadiennes	7 001	1 915	1 013	674	-1 242	20 063	2 360
Actions canadiennes	7 123	4 778	-2 926	7 436	3 403	35 838	12 691
Effets du marché monétaire canadien	1 900	-1 958	955	-1 637	3 087	- 430	446
Autres investissements	-6 076	9 515	8 188	18 852	-7 897	-6 792	28 658
Emprunts	-1 414	8 043	2 660	-5 540	-2 479	-3 067	2 683
Dépôts	-3 654	-1 235	5 187	24 654	336	- 554	28 942
Autres passifs	-1 008	2 708	341	- 262	-5 753	-3 171	-2 966
<b>Total du passif du Canada, flux nets</b>	<b>8 154</b>	<b>21 651</b>	<b>12 019</b>	<b>37 543</b>	<b>12 874</b>	<b>56 865</b>	<b>84 087</b>
<b>Total du compte capital et financier, flux nets</b>	<b>-6 424</b>	<b>-8 948</b>	<b>-7 054</b>	<b>-3 705</b>	<b>-2 454</b>	<b>-22 505</b>	<b>-22 161</b>
Divergence statistique	1 196	6 716	2 328	-6 033	-11 095	-6 272	-8 082

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents.

2. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

## Compte courant

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
	données désaisonnalisées						
	en millions de dollars						
<b>Recettes</b>							
Biens et services	122 118	123 116	125 656	130 721	136 903	490 950	516 396
Biens	106 434	107 429	109 939	114 980	121 057	429 134	453 404
Services	15 684	15 688	15 717	15 741	15 845	61 816	62 991
Voyages	4 329	4 199	4 071	4 076	4 140	16 709	16 487
Transports	2 711	2 864	2 851	2 943	2 902	11 053	11 559
Services commerciaux	8 271	8 200	8 363	8 279	8 374	32 540	33 217
Services gouvernementaux	373	424	432	444	429	1 513	1 728
Revenus de placements	9 954	10 169	11 342	11 169	11 981	38 385	44 661
Investissements directs	5 414	5 519	6 062	5 696	6 180	21 324	23 456
Intérêts	149	227	300	326	364	581	1 218
Bénéfices	5 265	5 292	5 762	5 370	5 816	20 743	22 239
Investissements de portefeuille	2 727	2 687	2 721	2 897	3 120	9 701	11 425
Intérêts	673	843	901	1 026	1 165	2 359	3 936
Dividendes	2 053	1 844	1 819	1 871	1 955	7 342	7 489
Autres investissements	1 813	1 963	2 559	2 576	2 681	7 361	9 779
Transferts courants	1 796	1 937	1 891	2 045	2 017	7 272	7 889
Privé	634	691	624	660	670	2 629	2 645
Officiel	1 161	1 246	1 267	1 385	1 346	4 642	5 244
<b>Total des recettes</b>	<b>133 868</b>	<b>135 223</b>	<b>138 888</b>	<b>143 934</b>	<b>150 900</b>	<b>536 607</b>	<b>568 945</b>
<b>Paiements</b>							
Biens et services	110 677	113 393	115 181	116 174	118 358	437 566	463 105
Biens	92 001	94 538	95 949	97 106	99 157	363 076	386 749
Services	18 675	18 855	19 232	19 068	19 201	74 490	76 356
Voyages	5 216	5 545	5 535	5 452	5 408	20 839	21 939
Transports	4 051	4 200	4 332	4 411	4 401	15 844	17 344
Services commerciaux	9 170	8 874	9 129	8 969	9 156	36 857	36 128
Services gouvernementaux	238	237	236	236	236	950	945
Revenus de placements	16 034	15 427	16 770	18 065	17 224	63 321	67 485
Investissements directs	7 422	6 621	7 319	9 043	7 968	28 556	30 952
Intérêts	565	578	582	579	577	2 259	2 317
Bénéfices	6 858	6 043	6 737	8 464	7 391	26 297	28 635
Investissements de portefeuille	6 799	6 837	6 967	6 983	6 914	27 749	27 701
Intérêts	6 014	5 907	6 006	5 877	5 744	24 616	23 534
Dividendes	785	930	962	1 106	1 170	3 134	4 167
Autres investissements	1 812	1 969	2 483	2 039	2 342	7 016	8 832
Transferts courants	1 884	2 243	1 896	1 938	2 035	6 944	8 113
Privé	1 004	1 030	1 081	1 100	1 128	3 855	4 339
Officiel	880	1 212	816	838	907	3 089	3 773
<b>Total des paiements</b>	<b>128 594</b>	<b>131 063</b>	<b>133 846</b>	<b>136 176</b>	<b>137 617</b>	<b>507 830</b>	<b>538 702</b>
<b>Soldes</b>							
Biens et services	11 441	9 723	10 475	14 547	18 545	53 384	53 291
Biens	14 432	12 891	13 990	17 874	21 901	66 058	66 656
Services	-2 991	-3 168	-3 515	-3 327	-3 355	-12 674	-13 365
Voyages	- 887	-1 345	-1 464	-1 376	-1 268	-4 130	-5 452
Transports	-1 340	-1 336	-1 481	-1 468	-1 499	-4 791	-5 785
Services commerciaux	- 899	- 673	- 766	- 690	- 782	-4 317	-2 911
Services gouvernementaux	135	187	196	207	193	563	784
Revenus de placements	-6 080	-5 257	-5 428	-6 896	-5 243	-24 935	-22 824
Investissements directs	-2 008	-1 102	-1 257	-3 348	-1 788	-7 232	-7 495
Intérêts	- 416	- 350	- 282	- 253	- 213	-1 678	-1 099
Bénéfices	-1 593	- 752	- 975	-3 095	-1 575	-5 554	-6 396
Investissements de portefeuille	-4 073	-4 149	-4 247	-4 086	-3 794	-18 048	-16 276
Intérêts	-5 340	-5 064	-5 104	-4 851	-4 580	-22 256	-19 598
Dividendes	1 268	914	858	765	786	4 208	3 322
Autres investissements	1	- 6	76	537	339	345	947
Transferts courants	- 88	- 306	- 5	107	- 19	328	- 223
Privé	- 370	- 339	- 457	- 440	- 458	-1 226	-1 694
Officiel	281	33	452	546	439	1 554	1 470
<b>Compte courant</b>	<b>5 274</b>	<b>4 160</b>	<b>5 042</b>	<b>7 758</b>	<b>13 284</b>	<b>28 777</b>	<b>30 243</b>



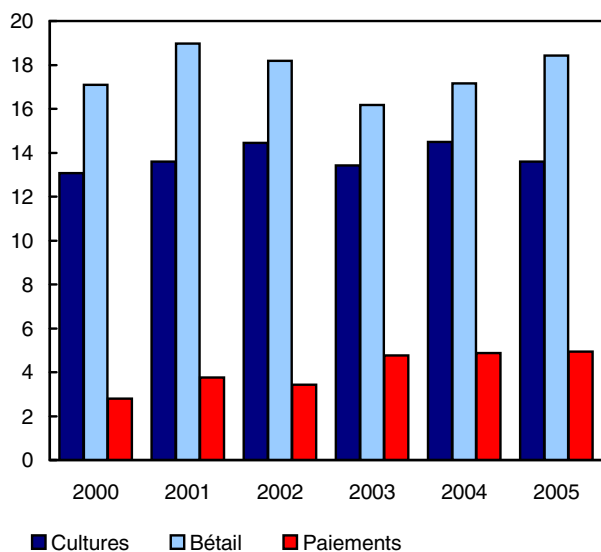
## Recettes monétaires agricoles

2005

Les recettes monétaires du marché des agriculteurs canadiens ont légèrement augmenté en 2005, la diminution des recettes des cultures ayant été plus que compensée par la hausse importante des recettes du secteur du bétail, qui se remet de la situation de l'ESB (maladie de la vache folle). Les recettes monétaires du marché correspondent aux recettes tirées de la vente de cultures et de bétail.

### Recettes monétaires agricoles, janvier à décembre

En milliards de dollars



Les recettes brutes du marché des agriculteurs se sont élevées à 32,0 milliards de dollars, en hausse de 1,1 % par rapport à 2004. Ce montant a dépassé de 2,2 % la moyenne quinquennale précédente de 2000 à 2004, mais est demeuré de 2,0 % inférieur au sommet de 2002.

Les recettes du bétail ont atteint des niveaux plus près des moyennes historiques, le secteur des bovins et des veaux ayant continué à se remettre des retombées de l'ESB sur le marché. Les recettes du bétail ont crû de 7,4 % pour s'établir à 18,4 milliards de dollars, en hausse de 5,2 % par rapport à la moyenne quinquennale précédente.

Par ailleurs, les recettes des cultures ont fléchi de 6,2 % pour passer à 13,6 milliards de dollars, en baisse de 1,6 % comparativement à la moyenne quinquennale précédente. Les revenus des producteurs de cultures commerciales canadiens ont diminué malgré l'augmentation des livraisons. Les recettes des principales céréales et des principaux oléagineux

#### Note aux lecteurs

Statistique Canada ne fait pas de prévisions des recettes monétaires agricoles. Les données présentées sont fondées sur les données des enquêtes et sur les données administratives provenant de plusieurs sources.

Les **recettes monétaires agricoles** mesurent le revenu brut des entreprises agricoles en dollars courants. Elles comprennent les ventes de productions végétales et animales (sauf les ventes entre les fermes d'une même province) et les paiements de programmes. Les recettes sont comptabilisées lorsque l'argent est versé aux agriculteurs, avant déduction des dépenses.

Les **paiements de programme** sont les paiements liés à la production agricole courante et versés directement aux agriculteurs. Mentionnons, à titre d'exemple, les paiements versés dans le cadre du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA), en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte et des programmes provinciaux de stabilisation. La série des paiements de programmes ne vise pas à englober tous les paiements versés aux agriculteurs et ne représente pas la totalité des dépenses publiques se rapportant à tous les programmes d'aide.

ont accusé un recul de 13,0 % par rapport à 2004 et de 11,6 % par rapport à la moyenne quinquennale précédente. L'abondance des approvisionnements mondiaux de grains, y compris l'approvisionnement national de moindre qualité issu de la récolte de 2004, et la vigueur du dollar canadien ont continué à faire baisser les prix, qui dans certains cas ont atteint des creux quasi record.

Les recettes monétaires agricoles totales, soit les recettes combinées des paiements de programmes, des cultures et du bétail, ont atteint un montant record de 36,9 milliards de dollars en 2005, en hausse de 1,1 % par rapport à 2004 et de 4,8 % comparativement à la moyenne quinquennale précédente.

Les producteurs ont reçu un montant record de 4,9 milliards de dollars en paiements de programmes, ce qui a représenté 13,4 % de leur revenu brut total en 2005. Ce total était de 1,1 % supérieur au montant de 2004. Les paiements élevés versés en vertu du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) et du Programme de paiements relatifs au revenu agricole ont fait contrepoids à la baisse des retraits du Compte de stabilisation de revenu net (CSRN) et à la diminution des paiements versés en vertu des programmes provinciaux de stabilisation.

Les recettes monétaires agricoles constituent une mesure du revenu brut des exploitations agricoles. Elles ne tiennent pas compte des dépenses telles que les salaires, les coûts de carburants et les aliments pour animaux qui sont engagées par les agriculteurs. Les recettes monétaires peuvent varier considérablement d'une exploitation agricole à l'autre en raison de plusieurs facteurs, dont les élevages et les cultures, les

prix et les conditions climatiques. Les statistiques sur le revenu agricole net de 2005, qui tiennent compte des dépenses, seront publiées le 26 mai.

À l'échelon provincial, les recettes monétaires ont augmenté dans toutes les provinces sauf dans trois. Des baisses ont été enregistrées au Manitoba (-4,0 %), en Alberta (-1,7 %) et au Québec (-1,7 %). Les augmentations ont varié de 0,9 % en Nouvelle-Écosse à 7,0 % à Terre-Neuve-et-Labrador.

### **Les exportations de bovins contribuent à l'augmentation des recettes du bétail**

Un facteur clé qui a contribué à l'augmentation des recettes du bétail a été la reprise des exportations internationales de bovins et de veaux vivants le 18 juillet 2005, après un moratoire de 25 mois. Depuis, les bovins finis et d'engraissement âgés de moins de 30 mois sont admis aux États-Unis.

En 2002, soit la dernière année de commerce sans restriction, les exportations de bovins et de veaux vivants représentaient presque 10 % des recettes totales du bétail et près du quart des recettes totales des bovins et des veaux.

Entre le 18 juillet et la fin de l'année 2005, quelque 575 000 animaux vivants ont été mis en marché internationalement. Les recettes des ventes internationales de bovins et de veaux vivants ont atteint 3,6 % des recettes totales du bétail et environ 10 % des recettes totales des bovins et des veaux.

La réouverture de la frontière américaine a également contribué à faire monter le prix des bovins et des veaux mis en marché au Canada. Le prix moyen des bovins d'abattage a augmenté de 8,6 %, tandis que le prix moyen des animaux d'engraissement s'est accru de 26,0 % par rapport à 2004.

Malgré la croissance des prix des bovins et des veaux mis en marché au Canada, les prix ont été bien en deçà des moyennes historiques. Le prix moyen des bovins vendus pour l'abattage au Canada a été de 10,2 % inférieur à la moyenne quinquennale précédente, tandis que le prix des bovins d'engraissement a été de 5,7 % en deçà de la moyenne quinquennale.

Les recettes monétaires des producteurs de porcs ont diminué de 7,9 %, principalement en raison des faibles prix à l'abattage. Les recettes des porcs d'abattage, qui représentent plus de 80 % des recettes totales du porc, ont subi le contrecoup d'une chute de 9,5 % du prix ainsi que d'un recul de 1,8 % des mises en marché.

Les recettes provenant de l'exportation de porcs vivants ont augmenté de 8,3 %, par suite d'une amélioration des prix de 10,0 %. Le nombre de porcs exportés a accusé un recul de 3,4 % d'une année à l'autre, mais il a tout de même dépassé de 30,9 % la moyenne quinquennale précédente.

Du côté des productions assujetties à la gestion de l'offre, les recettes des produits laitiers, des poulets et des dindons ont toutes augmenté, alors que les recettes des oeufs ont reculé. Les recettes du lait et de la crème ont crû de 5,2 % grâce à une augmentation du prix moyen de 6,6 %.

Les productions assujetties à la gestion de l'offre ont représenté environ 40 % des recettes totales du bétail en 2005.

### **Les prix des céréales et des oléagineux atteignent des creux quasi record**

La production quasi record de céréales et d'oléagineux au Canada et aux États-Unis en 2005 s'est ajoutée aux stocks de grains déjà importants (voir le communiqué du 1<sup>er</sup> février 2006 *Stocks de céréales*). L'abondance de grains de moindre qualité à la suite de la récolte de 2004 et la vigueur du dollar canadien ont également concouru à faire baisser les prix et les recettes des cultures en 2005.

Les recettes du blé (sauf le blé dur) ont chuté de 22,4 % pour se fixer à 1,9 milliard de dollars par suite de la diminution des prix et des paiements de la Commission canadienne du blé (CCB), les mises en marché étant demeurées stables.

Les recettes de l'orge ont dégringolé de 25,7 % pour s'établir à 420 millions de dollars en raison de la diminution des prix et des paiements de la CCB. Une hausse importante des mises en marché d'orge fourragère pendant le deuxième semestre de 2005 a atténué la chute globale des recettes de l'orge.

Les agriculteurs ont tiré 1,9 milliard de dollars du canola, en baisse de 13,0 % par rapport au montant élevé obtenu en 2004. Les prix ont fléchi de 24,4 %, alors que les livraisons ont augmenté de 15,0 %, par suite de l'augmentation importante de la production en 2004 et en 2005. Les livraisons ont repris après la récolte de 2005, ce qui a contribué au grand volume de trituration au pays et au rythme soutenu des exportations.

Les recettes du maïs ont chuté de 18,8 % pour passer à 647 millions de dollars, les prix ayant dégringolé de 23,6 %. Les mises en marché ont augmenté de 6,2 %, principalement en raison des livraisons importantes effectuées au cours du dernier semestre de 2005.

Par ailleurs, les recettes du soya ont fait un bond de 28,7 % par rapport à 2004. En dépit de la chute de 20,2 % des prix, les livraisons du soya ont monté en flèche, surtout en raison de la récolte record de 2004.

Les recettes des cultures horticoles, qui comprennent les fruits, les légumes et les produits de floriculture, de pépinière et de gazonnière, ont crû de 1,7 % par rapport à 2004 pour s'établir à 4,2 milliards de dollars. Ces cultures représentaient près de 30 % des recettes totales des cultures en 2005.

### **Les paiements de programmes augmente pour une troisième année consécutive**

Les paiements de programmes ont atteint un sommet de 4,9 milliards de dollars. Ils étaient de 1,1 % supérieur au montant record de 2004 et en hausse de 25,5 % par rapport à la moyenne quinquennale précédente.

Les paiements élevés versés en vertu du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) et du Programme de paiements relatifs au revenu agricole ont plus que compensé la baisse des retraits du Compte de stabilisation de revenu net (CSRN) et à la diminution des paiements versés en vertu des programmes provinciaux de stabilisation.

Les paiements du PCSRA se sont élevés à 1,7 milliard de dollars en 2005, soit plus du double des paiements en 2004. Le PCSRA, qui a débuté durant le premier trimestre de 2004, visait à aider les producteurs à protéger leurs exploitations agricoles contre les baisses de revenu.

Le Programme de paiements relatifs au revenu agricole a versé 886 millions de dollars. Ce programme fédéral visait à fournir aux producteurs canadiens une aide dans l'immédiat, en guise de première étape d'une initiative énergique visant à restructurer le secteur agricole et agroalimentaire au Canada.

### **Données stockées dans CANSIM : tableau 002-0002.**

### **Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3473.**

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Estelle Perrault au (613) 951-2448 ([estelle.perrault@statcan.ca](mailto:estelle.perrault@statcan.ca)), Division de l'agriculture.

□

## Recettes monétaires agricoles

	Janv. à déc. 2004	Janv. à déc. 2005 <sup>P</sup>	Janv.-déc. 2004 à janv.-déc. 2005	Oct. à déc. 2004	Oct. à déc. 2005 <sup>P</sup>	Oct.-déc. 2004 à oct.-déc. 2005
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
<b>Canada</b>	<b>36 521</b>	<b>36 937</b>	<b>1,1</b>	<b>9 999</b>	<b>9 681</b>	<b>-3,2</b>
Tout le blé <sup>1</sup>	3 018	2 442	-19,1	872	782	-10,3
Blé, sauf le blé dur <sup>1</sup>	2 431	1 887	-22,4	664	609	-8,3
Blé dur <sup>1</sup>	587	556	-5,3	208	173	-16,8
Orge <sup>1</sup>	565	420	-25,7	134	147	9,7
Recettes différées	-691	-409	-40,8	-340	-224	-34,1
Réalisation des recettes différées	678	654	-3,5	37	27	-27,0
Canola	2 138	1 859	-13,0	604	560	-7,3
Soya	621	799	28,7	286	306	7,0
Maïs	797	647	-18,8	213	220	3,3
Autres céréales et oléagineux	459	433	-5,7	191	139	-27,2
Cultures spéciales	971	867	-10,7	372	286	-23,1
Autres cultures	5 933	5 875	-1,0	1 573	1 529	-2,8
<b>Total des cultures</b>	<b>14 489</b>	<b>13 587</b>	<b>-6,2</b>	<b>3 943</b>	<b>3 771</b>	<b>-4,4</b>
Bovins et veaux	5 069	6 396	26,2	1 502	1 942	29,3
Porcs	4 261	3 925	-7,9	1 072	898	-16,2
Produits laitiers	4 599	4 836	5,2	1 172	1 237	5,5
Volaille et oeufs	2 455	2 472	0,7	647	595	-8,0
Autre bétail	768	788	2,6	214	195	-8,9
<b>Total du bétail</b>	<b>17 152</b>	<b>18 417</b>	<b>7,4</b>	<b>4 606</b>	<b>4 868</b>	<b>5,7</b>
Compte de stabilisation du revenu net	934	442	-52,7	115	23	-80,0
Paiements d'assurance-récolte	885	934	5,5	385	349	-9,4
Programmes d'aide en cas de désastre lié aux revenus	1 014	1 797	77,2	445	423	-4,9
Programme provincial de stabilisation	626	391	-37,5	119	41	-65,5
Subventions aux produits laitiers	0	0	0	0	0	0
Autres programmes	1 421	1 369	-3,7	386	206	-46,6
<b>Total des paiements</b>	<b>4 881</b>	<b>4 933</b>	<b>1,1</b>	<b>1 449</b>	<b>1 042</b>	<b>-28,1</b>

<sup>P</sup> Données provisoires.

1. Inclut les paiements de la Commission canadienne du blé.

**Note:** Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

## Recettes monétaires agricoles provinciales

	Janv. à déc. 2004	Janv. à déc. 2005 <sup>P</sup>	Janv.-déc. 2004 à janv.-déc. 2005	Oct. à déc. 2004	Oct. à déc. 2005 <sup>P</sup>	Oct.-déc. 2004 à oct.-déc. 2005
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
<b>Canada</b>	<b>36 521</b>	<b>36 937</b>	<b>1,1</b>	<b>9 999</b>	<b>9 681</b>	<b>-3,2</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	86	92	7,0	24	26	8,3
Île-du-Prince-Édouard	346	364	5,2	90	102	13,3
Nouvelle-Écosse	451	455	0,9	120	117	-2,5
Nouveau-Brunswick	420	425	1,2	120	114	-5,0
Québec	6 323	6 217	-1,7	1 673	1 516	-9,4
Ontario	8 570	9 010	5,1	2 287	2 303	0,7
Manitoba	3 893	3 736	-4,0	1 091	1 015	-7,0
Saskatchewan	6 010	6 227	3,6	1 779	1 788	0,5
Alberta	8 016	7 880	-1,7	2 077	2 001	-3,7
Colombie-Britannique	2 407	2 531	5,2	738	699	-5,3

<sup>P</sup> Données provisoires.

**Note:** Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

---

## Emploi, rémunération et heures de travail

Décembre 2005 (données provisoires)

La rémunération hebdomadaire moyenne pour les salariés inscrits sur les listes de paie a baissé de 4,44 \$ de novembre à décembre pour s'établir à 734,60 \$ (données désaisonnalisées).

À la suite de cette baisse, le taux de croissance annuel pour 2005 est maintenant à 3,1 %. Ce taux a été calculé en comparant la moyenne des 12 mois de 2005 à celle de 2004, et peut être sujet à révision lors du communiqué mensuel du mois prochain.

Les industries ayant affiché les plus importants taux de croissance annuelle sont celles de l'information et de l'industrie culturelle (+5,9 %), celle de l'hébergement et des services de restauration (+5,9 %), celle de la gestion de sociétés et d'entreprises (+5,0 %), celle de l'extraction minière, de pétrole et de gaz (+4,7 %), celle de la construction (+4,0 %) et celle de la foresterie, de l'exploitation forestière et de soutien (+4,0 %).

À l'échelon provincial, l'augmentation annuelle la plus importante de la rémunération hebdomadaire moyenne a été observée en Alberta (+5,2 %).

En décembre, le nombre de salariés inscrits sur les listes de paie a augmenté par rapport au mois précédent, soit de 39 800 emplois pour s'établir à 13 877 400. L'Ontario (+12 900) et l'Alberta (+9 500) ont affiché la plus forte croissance d'emploi par rapport à novembre.

La croissance annuelle du nombre de salariés inscrits sur les listes de paie a atteint 256 100 emplois en décembre.

Les heures hebdomadaires moyennes des salariés rémunérés à l'heure se sont accrues de 0,3 % pour s'établir à 31,7 heures pour l'année 2005, malgré une baisse mensuelle de 0,3 heure de novembre à décembre.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 281-0023 à 281-0046.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2612.**

Des données détaillées par secteur et des données selon la taille de l'entreprise fondée sur l'emploi, ainsi que d'autres indicateurs du marché du travail paraîtront sous peu dans les tableaux de la publication mensuelle *Emploi, gains et durée du travail* (72-002-XIB, 26 \$ / 257 \$).

Les données de janvier 2006 sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront diffusées le 29 mars.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 ([travail@statcan.ca](mailto:travail@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Groleau au (613) 951-4091, Division de la statistique du travail. Télécopieur : (613) 951-2869. □

## Rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés

Groupe industriel (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)	Décembre 2004	Novembre 2005 <sup>r</sup>	Décembre 2005 <sup>p</sup>	Novembre à décembre 2005	Décembre 2004 à décembre 2005	Moyenne cumulative en 2005 <sup>2</sup>
	données désaisonnalisées					
	en dollars			var. en %		
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>711,24</b>	<b>739,04</b>	<b>734,60</b>	<b>-0,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,1</b>
Foresterie, exploitation forestière et soutien	877,63	914,59	911,24	-0,4	3,8	4,0
Extraction minière, de pétrole et de gaz	1 285,27	1 328,37	1 314,43	-1,0	2,3	4,7
Services publics	1 065,54	1 069,83	1 071,87	0,2	0,6	0,3
Construction	849,38	888,34	883,52	-0,5	4,0	4,0
Fabrication	860,25	898,75	894,79	-0,4	4,0	2,9
Commerce de gros	805,39	843,86	843,21	-0,1	4,7	3,2
Commerce de détail	463,26	480,62	477,70	-0,6	3,1	3,8
Transport et entreposage	759,39	784,55	783,51	-0,1	3,2	2,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	842,20	913,85	917,47	0,4	8,9	5,9
Finance et assurances	907,56	938,33	934,38	-0,4	3,0	3,3
Services immobiliers, de location et de location à bail	645,88	662,73	668,01	0,8	3,4	3,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	953,25	962,20	967,09	0,5	1,5	2,5
Gestion de sociétés et d'entreprises	880,62	914,84	928,75	1,5	5,5	5,0
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	567,00	584,51	586,14	0,3	3,4	3,2
Services d'enseignement	787,87	817,78	811,55	-0,8	3,0	3,5
Soins de santé et assistance sociale	647,27	664,53	663,54	-0,1	2,5	2,5
Arts, spectacles et loisirs	420,83	437,91	434,62	-0,8	3,3	1,5
Hébergement et services de restauration	295,47	321,71	321,63	0,0	8,9	5,9
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	561,43	566,55	571,94	1,0	1,9	3,5
Administrations publiques	879,04	915,06	910,23	-0,5	3,5	3,0
<b>Provinces et territoires</b>						
Terre-Neuve-et-Labrador	648,16	675,12	673,14	-0,3	3,9	2,2
Île-du-Prince-Édouard	560,75	576,63	577,23	0,1	2,9	2,4
Nouvelle-Écosse	625,98	644,70	642,86	-0,3	2,7	4,2
Nouveau-Brunswick	651,92	677,90	679,48	0,2	4,2	3,6
Québec	674,51	690,68	698,38	1,1	3,5	2,5
Ontario	751,60	779,02	773,30	-0,7	2,9	2,7
Manitoba	649,36	659,56	660,17	0,1	1,7	3,5
Saskatchewan	659,39	683,89	679,54	-0,6	3,1	4,1
Alberta	753,37	787,47	782,38	-0,6	3,9	5,2
Colombie-Britannique	697,47	728,87	725,17	-0,5	4,0	2,6
Yukon	808,29	839,26	835,66	-0,4	3,4	3,9
Territoires du Nord-Ouest <sup>1</sup>	944,33	989,37	975,56	-1,4	3,3	4,1
Nunavut <sup>1</sup>	784,38	857,71	841,99	-1,8	7,3	10,5

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

1. Données non désaisonnalisées.

2. Taux de variation pour les 12 mois de 2005 par rapport aux 12 mois de 2004.

## Nombre de salariés

Groupe industriel (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)	Décembre 2004	Octobre 2005	Novembre 2005 <sup>r</sup>	Décembre 2005 <sup>p</sup>	Octobre à novembre 2005	Novembre à décembre 2005	Décembre 2004 à décembre 2005
	données désaisonnalisées						
	en milliers				var. en %		
<b>Ensemble des industries</b>	<b>13 621,3</b>	<b>13 778,1</b>	<b>13 837,6</b>	<b>13 877,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>1,9</b>
Foresterie, exploitation forestière et soutien	51,7	48,8	49,2	50,1	0,8	1,8	-3,1
Extraction minière, de pétrole et de gaz	161,1	163,1	168,2	171,1	3,1	1,7	6,2
Services publics	122,1	121,1	121,2	121,2	0,1	0,0	-0,7
Construction	677,2	689,7	689,4	691,7	0,0	0,3	2,1
Fabrication	1 988,6	1 937,3	1 946,7	1 952,2	0,5	0,3	-1,8
Commerce de gros	739,9	736,6	737,3	739,2	0,1	0,3	-0,1
Commerce de détail	1 678,4	1 703,6	1 712,1	1 718,9	0,5	0,4	2,4
Transport et entreposage	622,2	628,2	626,6	629,0	-0,3	0,4	1,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	344,4	348,8	354,9	355,4	1,7	0,1	3,2
Finance et assurances	576,5	586,3	586,8	589,8	0,1	0,5	2,3
Services immobiliers, de location et de location à bail	239,1	244,0	245,7	246,6	0,7	0,4	3,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	661,1	666,9	668,5	671,1	0,2	0,4	1,5
Gestion de sociétés et d'entreprises	91,5	97,7	99,2	96,6	1,5	-2,6	5,6
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	639,7	677,7	680,4	683,3	0,4	0,4	6,8
Services d'enseignement	986,1	997,4	995,2	999,1	-0,2	0,4	1,3
Soins de santé et assistance sociale	1 381,8	1 420,4	1 428,0	1 434,6	0,5	0,5	3,8
Arts, spectacles et loisirs	245,3	247,3	248,6	248,4	0,5	-0,1	1,3
Hébergement et services de restauration	948,1	955,5	959,4	958,4	0,4	-0,1	1,1
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	509,4	509,3	513,6	516,1	0,8	0,5	1,3
Administrations publiques	774,1	792,9	793,3	792,8	0,1	-0,1	2,4
<b>Provinces et territoires</b>							
Terre-Neuve-et-Labrador	190,1	176,9	177,5	179,2	0,3	1,0	-5,7
Île-du-Prince-Édouard	64,5	64,5	64,1	64,5	-0,6	0,6	0,0
Nouvelle-Écosse	379,4	391,2	391,7	392,6	0,1	0,2	3,5
Nouveau-Brunswick	296,8	297,7	300,3	302,4	0,9	0,7	1,9
Québec	3 195,9	3 208,5	3 216,1	3 218,5	0,2	0,1	0,7
Ontario	5 304,7	5 376,2	5 386,8	5 399,7	0,2	0,2	1,8
Manitoba	532,2	536,0	537,9	538,9	0,4	0,2	1,3
Saskatchewan	406,6	412,2	417,1	418,7	1,2	0,4	3,0
Alberta	1 510,3	1 552,1	1 564,2	1 573,7	0,8	0,6	4,2
Colombie-Britannique	1 698,8	1 714,1	1 733,4	1 740,3	1,1	0,4	2,4
Yukon	16,0	16,7	16,7	17,0	0,0	1,8	6,3
Territoires du Nord-Ouest <sup>1</sup>	22,0	22,5	21,8	21,9	-3,1	0,5	-0,5
Nunavut <sup>1</sup>	12,0	11,2	11,3	11,4	0,9	0,9	-5,0

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

1. Données non désaisonnalisées.

## Emploi dans le secteur public

Quatrième trimestre de 2005 (données provisoires)

Au cours du quatrième trimestre de 2005, il y avait en moyenne tout juste un peu plus de 3,02 millions d'employés dans le secteur public, en hausse de 1,9 % par rapport à la même période en 2004. Le secteur public englobe l'administration publique générale, les universités, les collèges, les conseils scolaires, les établissements de soins de santé et de services sociaux ainsi que les entreprises publiques.

L'emploi dans l'administration publique, facteur qui a contribué le plus à cette hausse, a augmenté pour se situer à 2,76 millions d'employés, en hausse de 2,1 %

par rapport au quatrième trimestre de 2004. Les trois paliers de l'administration publique ont contribué à cette hausse. Depuis le quatrième trimestre de 1999, l'emploi au gouvernement a enregistré des hausses d'une année à l'autre durant chaque trimestre.

Par ailleurs, le nombre d'employés au sein des entreprises publiques a reculé de 0,4 % au quatrième trimestre pour se fixer à 260 000.

À titre annuel, 2005 est la sixième année consécutive de croissance du secteur public, ce qui prolonge une tendance à la hausse amorcée après de nombreuses années de diminution au cours des années 1990. Cela dit, le niveau atteint demeure en deçà de celui du début des années 1990. Si la

moyenne de 2005 s'est établie à tout juste un peu plus de 2,97 millions d'employés, celle de 1992 a atteint un sommet de 3,06 millions d'employés.

**Nota :** Sous la rubrique « administration publique » de ce communiqué vont figurer tous les organismes contrôlés par un des trois paliers de l'administration publique qui sont sans but lucratif et qui procurent des services non commerciaux. Les Forces canadiennes (la force régulière et les réservistes) de même que le personnel en uniforme de la GRC font partie de l'administration publique fédérale. Les organismes qui relèvent de l'administration publique mais à titre de sociétés commerciales (comme la Société canadienne des postes ou Hydro-Québec) font partie des entreprises publiques. Ensemble, ces deux catégories forment le secteur public.

Il faut faire preuve de prudence lorsqu'on compare le groupe de statistiques de l'emploi relatives à l'administration publique aux statistiques catégorisées pour les administrations publiques du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, celles-ci ne constituant qu'un sous-ensemble du premier groupe. Les résultats tirés de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail et de l'Enquête sur la population active servent à produire la série d'emplois publiée par industrie.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 183-0002 and 183-0004.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1713.**

Les tableaux des données de l'emploi du secteur public sont également accessibles en ligne dans le module *Le Canada en statistiques* de notre site Web.

Les estimations de l'emploi dans le secteur public et des salaires et traitements agrégés dans le secteur public du quatrième trimestre de 2005 sont désormais accessibles. Il est possible que les données des trois premiers trimestres de 2005 aient été révisées.

Pour obtenir des renseignements généraux ou commander des données, communiquez avec Joanne Rice au (613) 951-0767 ([joanne.rice@statcan.ca](mailto:joanne.rice@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Kim Balson au (613) 951-4855 ([kimberly.balson@statcan.ca](mailto:kimberly.balson@statcan.ca)), Division des institutions publiques. ■

## Restaurants, traiteurs et tavernes

Décembre 2005 (données provisoires)

Les ventes totales estimatives de l'industrie des restaurants, des traiteurs et des tavernes se sont chiffrées à 3,4 milliards de dollars en décembre, en hausse de 6,8 % par rapport à décembre 2004 (données non désaisonnalisées et non corrigées pour tenir compte de l'inflation).

Les augmentations des ventes provinciales les plus importantes d'une année à l'autre ont été enregistrées en Saskatchewan (+13,1 %), en Alberta (+10,7 %), en Ontario (+10,6 %) et au Québec (+7,2 %).

À l'échelle nationale, la hausse d'une année à l'autre des recettes a été attribuable aux augmentations de la valeur des ventes des restaurants à service complet (+7,6 %) et à service restreint (+5,0 %). Ces secteurs représentaient 85 % des recettes de l'industrie en décembre. Les secteurs des entrepreneurs en restauration et des traiteurs ont aussi connu des hausses respectives appréciables de 19,1 % et de 15,0 %. Ces deux secteurs ont représenté environ 8 % des recettes de l'industrie.

**Nota :** Les estimations des ventes aux échelons provincial et national ont été révisées à partir de décembre 2004. Parmi les facteurs qui font en sorte que des révisions sont nécessaires figurent la réception tardive des données des répondants, la correction des données fournies, le remplacement de chiffres estimatifs par des valeurs réelles (une fois que celles-ci sont disponibles), ainsi que la reclassification d'entreprises à l'intérieur et à l'extérieur des groupes de commerce. Pour obtenir les données révisées, on peut consulter les tableaux CANSIM appropriés.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 355-0001.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2419.**

Pour plus de renseignements, pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données ou pour obtenir le rapport sur la nouvelle méthodologie de l'enquête, communiquez avec Alain Mbassegue au (613) 951-2011 ([alain.mbassegue@statcan.ca](mailto:alain.mbassegue@statcan.ca)), Division des industries de service. Télécopieur : (613) 951-6696. □



## Recettes des services de restauration

	Décembre 2004 <sup>r</sup>	Novembre 2005 <sup>r</sup>	Décembre 2005 <sup>p</sup>	Décembre 2004 à décembre 2005
données non désaisonnalisées				
	en milliers de dollars			variation en %
<b>Recettes totales des services de restauration</b>	<b>3 142 499</b>	<b>3 115 288</b>	<b>3 356 450</b>	<b>6,8</b>
Restaurants à service complet	1 478 053	1 453 999	1 590 047	7,6
Restaurants à service restreint	1 186 428	1 188 321	1 246 337	5,0
Entrepreneurs en restauration	162 344	188 261	193 343	19,1
Traiteurs, cantines et comptoirs mobiles	78 298	70 825	90 055	15,0
Débites de boissons alcoolisées	237 375	213 882	236 668	-0,3
<b>Recettes totales des provinces et territoires</b>				
Terre-Neuve-et-Labrador	39 843	35 295	40 911	2,7
Île-du-Prince-Édouard	12 575	11 295	11 548	-8,2
Nouvelle-Écosse	75 750	70 805	74 723	-1,4
Nouveau-Brunswick	64 738	57 877	61 848	-4,5
Québec	657 842	651 849	705 214	7,2
Ontario	1 228 623	1 270 462	1 358 628	10,6
Manitoba	83 157	79 624	82 884	-0,3
Saskatchewan	71 843	75 129	81 267	13,1
Alberta	369 563	380 743	409 213	10,7
Colombie-Britannique	530 396	473 602	521 784	-1,6
Yukon	2 255	2 161	2 477	9,9
Territoires du Nord-Ouest	5 408	6 191	5 676	5,0
Nunavut	506	256	275	-45,6

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

## Placements de poussins des couvoirs et de dindonneaux

Janvier 2006 (données provisoires)

Les placements des poussins des couvoirs sur les fermes étaient estimés à 55,4 millions d'oiseaux en janvier, en baisse de 0,1 % par rapport à janvier 2005. Les placements de dindonneaux sur les fermes ont augmenté de 3,5 % pour s'établir à 1,7 million d'oiseaux.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 003-0021.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5039.**

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au (613) 951-2553 ([debbie.dupuis@statcan.ca](mailto:debbie.dupuis@statcan.ca)), Division de l'agriculture. ■

## Bulletin de l'analyse en innovation

Février 2006

Le Bulletin de l'analyse en innovation résume les tendances concernant les sciences, la technologie et la

société du savoir. Il comprend des mises à jour sur les activités en science et technologie gouvernementales, la recherche et le développement dans l'industrie, la commercialisation de la propriété intellectuelle, l'innovation et les technologies de pointe, la biotechnologie, la connectivité, les télécommunications et la radiodiffusion ainsi que le commerce électronique.

Le Bulletin de l'analyse en innovation (88-003-XIF, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Science et technologie*.

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4218.**

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Rad Joseph au (613) 951-6830 ou avec Claire Racine-Label au (613) 951-6309, Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. Télécopieur : (613) 951-9920. ■

## Nouveaux produits

**Direction des études analytiques, documents de recherche : Nouvelle analyse des tendances récentes de l'inégalité du revenu après impôt au Canada au moyen des données de recensement, n° 274**

**Numéro au catalogue : 11F0019MIF2006274**  
(gratuit).

**Acier, produits tubulaires et fil d'acier,**  
décembre 2005, vol. 1, n° 12

**Numéro au catalogue : 41-019-XIF** (6 \$/51 \$).

**Bulletin de l'analyse en innovation,** vol. 8, n° 1

**Numéro au catalogue : 88-003-XIF**  
(gratuit).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

### Pour commander les produits

**Pour commander par téléphone, ayez en main :**

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.


Au Canada et aux États-Unis, composez le :	<b>1 800 267-6677</b>
Pour les autres pays, composez le :	<b>1 613 951-7277</b>
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	<b>1 877 287-4369</b>
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	<b>1 800 700-1033</b>

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6<sup>e</sup> étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet, écrivez à :** [infostats@statcan.ca](mailto:infostats@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-010-150-03000003



# Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 9 mars 1997  
Pour être diffusé à 8 h 30



**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** 2  
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5  
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été, contrairement à ce qui se passe ailleurs, remarquablement faible.

**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les marchés publics à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre 1996 et les 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

**NOUVELLES PARUTIONS** 12



## Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [listproc@statcan.ca](mailto:listproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.